



## **Mission Inter Cluster à Shamwana, Manono, et Kiambi du 24 avril au 3 mai 2014**

### **I. Faits saillants**

- Le contexte humanitaire des axes Nord Est (Manono –Kiambi-Mukebo –Lwaba) et Sud Est (Piana- Shamwana- Kishale) est plus de déplacement, mais l'on note également un mouvement de retour, surtout dans les localités où il y a une présence de FARDC. (Piana centre, Monga, Shamwana centre et Kiambi centre)
- La situation sécuritaire est depuis un temps relativement calme, mais nécessite une attention particulière, vu qu'il existe encore des groupes Mayi Mayi actifs dans la zone.
- Tous les villages de l'axe Manono – Piana –Shamwana ont été incendiés (26 villages) par les Mayi Mayi, à l'exception de Piana centre, Monga centre et Shamwana centre.
- Au total 3969 ménages soit 17.006 personnes ont été profilées dans les villages de Shamwana , Kanteba , Mpyana et environs.
- Besoin urgent d'intervenir en sécurité alimentaire, AME (zones non prises en compte par CICR) et Protection (volet prévention et résolution pacifique des conflits)
- Présence humanitaire très faible sur les axes visités (Shamwana (MSF/H et Kiambi (PU-AMI et CICR à Manono)
- Accessibilité physique très limitée sur les axes visités.

### **II. Recommandations**

- Nécessité d'élaboration d'une stratégie de réponse par les clusters en tenant compte de la double réalité contextuelle (déplacement – retour) et des activités prévues à l'avenir par certains clusters, pour éviter le chevauchement.
- Que la communauté humanitaire du Tanganyika continue à faire un suivi permanent de la situation tant humanitaire que sécuritaire des axes visités, afin d'éclairer d'avantage les clusters sur la tendance dominante quant au mouvement des populations, selon qu'il s'agit du déplacement ou de retour.
- Nécessité pour les clusters de réfléchir sur la possibilité d'utiliser l'approche CASH, surtout sécurité alimentaire et AME.
- Nécessité pour les autorités compétentes (provinciales et nationales) de renforcer la sécurité et l'autorité de l'Etat dans la zone pour le rétablissement d'une paix durable.

### **III. Contexte**

La tendance dominante sur les axes visités est plus de déplacement, mais aussi de retour qui se fait surtout observé dans les centres des différentes localités sécurisées par les FARDC (Piana centre, Monga, Shamwana centre et Kiambi centre).

La situation sécuritaire qui prévaut sur les axes Manono - Shamwana et Manono-Kiambi - Lwaba, est volatile et imprévisible pour deux principales causes. D'une part la persistance du phénomène Mayi Mayi avec comme conséquence immédiate, les incendies des villages (26 au total) (axe Manono –Piana-Shamwana ), d'autre part, le conflit inter communautaire entre pygmées et bantous (axe Kiambi –Lwaba).

Le phénomène MayiMayi est dans sa majorité alimenté par les conflits coutumier et terrien qui opposent les responsables de différentes localités, qui, s'organisent en groupes MayiMayi pour s'auto défendre, certains s'improvisent chefs coutumiers ou chasse le chef existant et incendie les villages de ceux qui remettent cause leur pouvoir. Il sied de noter, qu'après la reddition de certains Mai-Mai dont le leader

TOCHET, le dernier trimestre de l'année 2013, deux groupes Mai-Mai sont encore très actifs dans la zone. Il s'agit notamment du groupe dirigé par Ilunga wa Banza, dit Sarkozy, (situé à 30Km à l'Ouest de Shamwana, dans le territoire de Pweto) et celui dirigé par Kasompobe (actuellement réfugié dans le groupement de Kahongo au Nord Est de Shamwana, à plus au moins 80 Km de Manono cité)

Sur l'axe Kiambi –Lwaba, la persistance du conflit inter communautaire (Pygmées –Bantous) a causée un déplacement massif des population des groupements SENGANJIMBU et KIOMBO, précisément les localités Kaumbo, Nyumbaisha, Sac vide, lebaeu, Sange, Lwela, Mutanga, Lubankungwe, Kasempele et Kibaba, dont la population a trouvé refuge à Lwaba, Mukebo et Kiambi. Les pourparlers seraient encours avec la signature d'un pacte de non-agression entre ces deux communautés le 28 avril 2014.

Sur le plan humanitaire l'on note une absence quasi-totale des partenaires humanitaires. Sur l'axe Shamwana seul MSF/Hollande est physiquement à Shamwana, intervient dans le secteur santé, dans la quelques cas de malnutrition et CICR intervient jusque là en AME.

PU-AMI intervient en santé à Kiambi et Mukebo-Lwaba via une clinique mobile.

Les populations des axes visités éprouvent les besoins dans quasiment tous les secteurs, mais les plus prioritaires sont sécurité alimentaire (distribution des vivres, semences et outils aratoires), AME (surtout l'axe Kiambi – Lwaba où CICR n'est pas intervenu jusque là), Protection (volet prévention et résolution pacifique des conflits)

#### **IV. Gaps/ Réponse humanitaires**

##### **Sécurité alimentaire**

- Les populations déplacées vivent principalement des travaux journaliers agricoles associés à l'exploitation et vente de bois, du charbon et un peu de l'artisanat. Ces opportunités commencent à devenir rare en cette période de fin de saison agricole. Ils se rabattent également aux aliments les moins cher et les moins préférés mais aussi à la réduction des quantités pendant le repas comme stratégie de survie
- Les régimes des ménages déplacés est dominé par la farine de manioc et les feuilles et les enquêtes ménages ont dégagé plus de 90% des ménages avec une consommation alimentaire inadéquate c'est à dire soit pauvre ou limite.
- A la suite de l'insécurité persistante, les champs éloignés demeurent inaccessibles voir interdite surtout du côté de Shamwana, une situation qui risque d'empirer la situation dans les jours à venir
- Les marchés sont presque inexistantes et moins alimentés surtout sur l'axe Shamwana suite à plusieurs facteurs entre autre l'enclavement, le manque de disponibilité locale, l'insécurité ainsi que le faible pouvoir d'achat des consommateurs affectés par la crise.
- Seuls les anciennes vagues des PDIs (d'avant novembre 2013) ont déjà bénéficié de l'assistance en vivre accordé par PAM et dans le cadre de cash transfert par PU-AMI. Les nouvelles vagues demeurent sans aucune assistance malgré leur niveau de vulnérabilité.
- Une assistance alimentaire avec des interventions d'appui à la production locale par un apport des vivres et couplée dans la mesure du possible au transfert monétaire permettrait non seulement de répondre aux besoins des bénéficiaires mais aussi appuyer le marché

##### **Santé nutrition**

- Deux acteurs de santé interviennent dans la zone de santé de Kiambi dont PU-AMI sur l'axe Muzovoyi - Kiambi-Mukebo - Lwaba et MSF-H sur l'axe Kahongo-Mpiana-Shamwana appuyé par MSF-H,
- Selon la zone de santé de Kiambi, le paquet de prise en charge est plus complet dans les structures appuyées par MSF-H
- L'extrait tiré des rapports épidémiologique du premier trimestre indique que la malnutrition vient en tête de rotation suivie des diarrhées dans l'aire de santé de Shamwana

- Dans l'aire de santé de Kiambi, les diarrhées prédominent sur les autres maladies et suivi par malnutrition.
- 6 cas des rougeoles ont été notifiés dans l'aire de Kiambi au cours du premier trimestre contre 0 cas à Shamwana où MSF-H venait d'organiser la riposte.
- Le dépistage actif des enfants mal nourris pose encore un problème dans la zone de santé de Kiambi. Seuls les enfants mal nourris sévères sont amenés en consultation curative au niveau des structures de santé. La prise en charge de la malnutrition aiguë modérée n'est pas opérationnelle dans la zone de santé de Kiambi en dehors du centre de santé de Shamwana qui utilise le plumpy nut fourni par MSF-H comme intrant approprié.
- La promiscuité des habitants dans le village de Shamwana qui renferme plus des déplacés des différents villages expliquerait.
- Supplémentation des groupes vulnérables : dans le cadre du soutien nutritionnel aux groupes vulnérables à Kiambi et Shamwana, l'équipe du programme national de nutrition (PONANUT) et programme alimentaire mondial (PAM) a procédé à une distribution d'une tonne des Biscuits Haute Energie enrichis en faveurs des femmes enceintes, allaitantes et les vieillards

### **Protection**

- Insuffisance et faible couverture des axes par les acteurs en protection. (seul IEDA/UNHCR à Manono centre)
- Absence d'activités de prévention des conflits, cohabitation pacifique et résolution des conflits
- Absence d'un monitoring de protection permanent, identification, suivi et référencement des cas de violences sexuelles dans le délai, alors qu'apparemment la majorité des déplacés est constituée des femmes et d'enfants.
- Absence de d'un cadre d'échange avec certains responsables militaires (souvent auteurs de certaines tracasseries) afin d'y mener des plaidoyers, des sensibilisations sur les droits humanitaires internationaux, principes directeurs relatif au déplacement interne, nouvelle loi sur les violences sexuelles et sexistes.....

### **Education**

- Tous les écoles des axes visités sont en état de délabrement très avancé, de fois occupées par les déplacés internes (cas de 3 écoles primaires de Shamwana centre occupées par les déplacés)
- Absence de matériels didactiques, bancs, latrines et personnels enseignant qualifié
- Les élèves ne sont plus familiers à l'école après une année blanche à cause du déplacement.

### **V. logistique**

Les axes visités sont difficilement accessibles et risqueraient même d'être inaccessibles pendant la saison pluvieuse si les mesures idoines ne sont pas prises.

### **VI. conclusion**

Au regard de la situation décrite ci-dessus, un plaidoyer pour la mobilisation des ressources et de la présence humanitaire et impérieuse pour répondre aux besoins des populations vulnérables se trouvant dans les localités visitées par la mission.

Il est aussi urgent que les clusters élaborent un plan de réponse incluant des stratégies claires, réalistes et adaptés, pour répondre aux besoins sectoriels identifiés par la mission.

Enfin, les autorités compétentes (gouvernement de la République) devraient s'impliquer davantage dans la résolution des différents conflits coutumiers et la pacification de toute la zone par une présence accrue des forces de sécurité, pour décourager les éventuelles tentatives de rébellion et par une présence des acteurs politiques du milieu, pour une sensibilisation des différentes communautés, notamment les bantous et les pygmées.